

CIBLE

A vif

Épuisement. Dans les hôpitaux, on observe un « syndrome d'épuisement professionnel » qui touche l'ensemble du personnel soignant et surtout les infirmiers et infirmières.

Accablement. Parmi les 4 985 161 allocataires de la Couverture maladie universelle le 1^{er} janvier dernier plus de la moitié sont des femmes (58 %) et 42 % ont moins de vingt ans. Ces femmes savent que le gouvernement s'est moqué d'elles avec sa loi sur la parité. Ces jeunes savent qu'ils appartiennent à une génération sacrifiée au Medef et aux marchés financiers.

Exaspération. Plus de la moitié du personnel de l'ANPE était en grève le 5 avril. Surchargés de travail, les grévistes refusent d'adopter les règles d'une gestion libérale alliant la « démarche marketing », l'épuration des fichiers et le flicage des chômeurs.

Généralisation. Dans l'Europe des Quinze, selon une enquête officielle, une forte majorité de travailleurs souffre du rythme d'exécution des tâches et de l'ensemble des conditions de travail qui leur sont imposées et qui ne cessent de se dégrader.

Il n'y a pas de différence entre l'économie de marché et la société de marché : c'est le même système, à tous égards intolérable.

LICENCIEMENTS

Videurs en série

Balandier

**Le Grand
système**

p. 6/7

Impérialisme

**Guerre froide
en Asie**

p.5

Boulevard des maréchaux

Emmanuel Le Roy Ladurie se laisse aller à la calomnie molle dans une évocation négligée de la vie politique du défunt comte de Paris. Telle est la mode.

C'est un éminent historien. Il est membre de l'Institut. Il donne des chroniques au *Figaro*. Ces trois qualités lui valent la considération générale. Je la croyais méritée. Je crains qu'il ne faille désormais distinguer selon les domaines. Je continuerai à lire le savant professeur. Mais, au chapitre des grandeurs d'établissement, j'ai le regret de dire que ce membre de l'Institut ne se respecte pas lui-même, et qu'il ne respecte pas non plus les lecteurs du *Figaro*, au nombre desquels je me compte. Il souffrira donc que je lui retourne son irrespect, et que je publie à son encontre une chronique aussi offensante que celle qu'il a consacrée, le 22 mars, au défunt comte de Paris (1).

Que M. Le Roy Ladurie ne se respecte pas lui-même, cela se voit au titre : « Le comte de Paris : une vie dans l'erreur ». Ce jugement sans appel eût été plus intéressant à formuler du vivant du

prince, qui n'aurait pas manqué de lui répondre. Je n'ai certes pas le droit de parler au nom du défunt. Mais, puisque M. Le Roy Ladurie raconte une anecdote, un peu rigolarde, sur le duc de Cadix, j'évoquerai une historiette assez cocasse. A la demande de l'historien, Bertrand Renouvin avait organisé une rencontre avec le comte de Paris, un matin de 1986, à l'hôtel George-V. Notre directeur politique se souvient d'un très humble solliciteur, et non d'un impitoyable censeur venu jeter à la face de l'héritier des rois le consternant bilan de son existence. Las ! L'historien s'était simplement vanté, sous le regard narquois du prince, d'avoir acheté deux actions d'une banque qui venait d'être privatisée par M. Balladur. Telle était la mode.

Il est vrai que, dans la famille Le Roy Ladurie, on a toujours choisi les tendances fortes. Je me garderais de ce genre de rappel si l'historien ne consacrait pas de longues

lignes ricaneuses à l'attitude du comte de Paris, présenté comme un opportuniste tenté par la Collaboration. Omettant l'appel à la résistance lancé par le prince en juin 1940, notre historien pointe avec une insigne malveillance des faits archi-connus. Tout de même ! C'est une belle impudence que de s'indigner d'une brève visite du comte de Paris à Laval quand on est le fils de Jacques Le Roy Ladurie, « ministre secrétaire d'État à l'Agriculture et au Ravitaillement » dans le gouvernement Laval de 1942, ouvertement pro-allemand. Emmanuel nous répondra qu'il n'est pas responsable des engagements politiques de son père. C'est vrai, et l'idée d'une hérédité des fautes politiques nous fait horreur. Elle est d'ailleurs invalidée par le censeur du comte de Paris, qui milita dans sa jeunesse au Parti communiste.

Ricanons un peu : le père chez Pétain, le fils chez Staline, ma parole, c'est le boule-

vard des Maréchaux ! Sacrés Ladurie ! Voilà un trajet opportuniste qui a une autre allure que les chemins tortueux qu'auraient empruntés celui que notre grand historien appelait Monseigneur en 1986 avant de le dénoncer, quinze ans plus tard, comme un « Machiavel de sous-préfecture ».

Le caméléon de l'Institut nous fera valoir qu'il se compte parmi les libéraux. Encore vrai ! Preuve en est le léger dégoût qui saisit notre moraliste lorsqu'il évoque « le long flirt (du Prince) avec Mitterrand » en oubliant les fonctions éminemment confortables qu'il occupa sous cette présidence honnie. Il est vrai que Ladurie ne rime pas avec résistance, mais seulement avec épuration. Après la mort de François Mitterrand, quelle ardeur à exclure, dans certain jury, tel modeste auteur coupable de « mitterrandisme ». Monsieur l'historien souhaitait-il qu'on lui rafraîchisse la mémoire ?

Mais, me direz-vous, qu'en est-il du fond de l'article incriminé ? En deux mots, c'est du Broche (2) paresseusement recopié, assorti de quelques mots blessants pour le livre de Bruno Goyet (3) qu'il ne prend pas la peine de critiquer. Autrement dit, l'éminent professeur a bâclé un papier où se trouvent compilés les accusations et les ragots naguère colportés par les officines d'extrême-droite.

Rien de nouveau sous le soleil, et surtout pas le cheminement obstiné de la calomnie.

Annette DELRANCK

- (1) *Le Figaro* 22 mars 2001.
(2) cf. *Royaliste* no 768.
(3) cf. *Royaliste* no 767.

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (125 F) ☐ six mois (200 F) ☐ un an (300 F) ☐ soutien (600 F)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

royaliste
BIMENSUEL - DIRECTEUR POLITIQUE : BERTRAND RENOUVIN

SOMMAIRE : p.2 : Boulevard des maréchaux - p.3 : Licencions les licenciés ! - Grève - p.4 : Écologie, agriculture et politique - p.5 : La guerre froide en Asie - p.6/7 : Le Grand système - p.8 : Notre tas, mais de quoi ? - p.9 : Pour Sainte-Beuve - p.10/11 : XX^e Congrès de la Nouvelle Action Royaliste - p.12 : Editorial : Aux sacrifiés.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris
Téléphone : 01 42 97 42 57
Télécopie : 01 42 96 05 53
Dir. publication : YVAN AUMONT
Com. part. 51700-ISSN 0151-5772

Licencions les licenciés !

Que ce soit à cause de gestions déplorables qui mettent des entreprises en difficulté ou, paradoxalement, dans des groupes qui affichent des bénéfices importants, la réalité des suppressions massives d'emploi touche de plein fouet de nombreux salariés.

Les vagues de licenciement qui vont toucher, dans les prochains mois, *Marks & Spencer* mais aussi *Danone-Lu*, *Aventis*, *André*, *Air-Littoral*, en attendant *AOM*, *Air-Liberté*, *Akatel*... viennent nous rappeler cruellement que le gouvernement Jospin est impuissant face aux volontés du patronat.

On le savait depuis la fermeture de l'usine Renault de Vilvorde en 1997 : le gouvernement ne maîtrise en rien la lutte contre le chômage. Il ne le veut pas et, quand bien même le voudrait-il, il ne le peut pas, tant sa politique est inscrite dans la logique néolibérale. Il y a belle lurette que la communication a remplacé toute volonté politique. L'amélioration quantitative - et momentanée ? - du marché de l'emploi (1) est davantage due à l'embellie économique qu'à une quelconque politique volontariste du gouvernement. Notons, au passage, qu'elle s'accompagne d'une dégradation de la qualité des emplois, d'une augmentation de la précarité et d'une recrudescence de la pauvreté. Or, chaque mois, Lionel Jospin et

Élisabeth Guigou - et avant elle Martine Aubry - s'attribuent les mérites de la diminution du nombre de demandeurs d'emploi. La logique et le respect de la transparence à laquelle le Premier ministre se dit attaché, voudraient qu'il s'impute également la vague actuelle de plans sociaux. Pourquoi, lorsque les affaires vont bien ce serait grâce à lui, tandis que lorsque cela va mal ce serait de la faute des autres ?

Cette mise au point faite, il n'en reste pas moins que la désinvolture dont font preuve les grandes entreprises pour licencier leur personnel témoigne, une fois de plus, du mépris de la classe dirigeante pour les salariés. Ainsi *Marks & Spencer* qui vient d'annoncer, par voie de presse, à ses salariés la fermeture, avant la fin de l'année, de tous ses points de vente continentaux. Au total ce sont 4 000 emplois qui vont être supprimés, dont près de la moitié en France. Selon toute vraisemblance, *Marks & Spencer* n'aurait pas respecté l'obligation faite par le Code du Travail d'informer et de

consulter préalablement le comité d'entreprise.

Luc Vandeveld, PDG de la chaîne britannique, a d'abord prétexté que la loi anglaise n'oblige pas à une information préalable des représentants du personnel. Puis, gêné, il a avancé que le comité d'entreprise avait été réuni quelques minutes avant l'annonce publique. La fermeture des magasins *Marks & Spencer* est l'aboutissement d'une stratégie commerciale désastreuse. Son PDG devait « envoyer aux marchés un signal fort » comme on dit dans les milieux autorisés : il licencia. Immédiatement, le titre regagnait 7 % dans un marché boursier pourtant en plein marasme.

Le même jour, *Danone-Lu* rendait officielle la fermeture de ses sites de Ris-Orangis et de Calais. Là, pas de choix industriel hasardeux, contrairement à *Marks & Spencer*, mais des bénéfices records. La conséquence ne s'est pas fait attendre : deux sites seront fermés pour permettre aux actionnaires d'espérer toucher des dividendes toujours plus importants l'année prochaine.

Ces deux exemples montrent que c'est le système et ceux qui en profitent et l'alimentent qui sont pervers. « Licencions les licenciés » : ce slogan repris par les manifestants devant le siège de *Danone* au début d'année redevient d'actualité.

Nicolas PALUMBO

(1) Le taux de demandeurs d'emploi rapporté à la population active s'élevait, fin février, à 8,8 %, alors qu'il était, il n'y a pas si longtemps de l'ordre de 11 %.

Grève

Non, nous ne sommes pas assez inhumains pour oublier les innombrables usagers de la SNCF qui ont été victimes de la longue période de grèves dans le transport ferroviaire. Mais il faut dénoncer la propagande médiatique (y compris celle des journalistes du service public) qui a réduit le conflit à un choc entre des corporatistes égoïstes et une « clientèle prise en otage ».

La cause principale de la grève, c'est l'annonce par la direction d'un plan de réforme (« cap clients ») qui prépare la privatisation de la SNCF. Voulu par le gouvernement, elle est donc acceptée par Jean-Claude Gayssot, et, bien embarrassée, la CGT manœuvre au jour le jour. Mais, dans une tribune publiée par *Libération* le 4 avril, Louis Gallois lâche le morceau en écrivant que la SNCF, « aura à prendre en compte dans ses politiques les nouvelles réglementations européennes adoptées dans le cadre du « paquet ferroviaire » en janvier 2001 ».

Dès lors, la « pause » annoncée par le PDG le 4 avril n'est qu'une manière de gagner du temps sur injonction du Premier ministre. Mais, pour le gouvernement, les jeux sont faits : Lionel Jospin, comme Jacques Chirac, ont signé la déclaration finale du sommet de Lisbonne de mars 2000 qui prévoit, entre autres dérèglementations, la « libéralisation » accélérée du secteur des transports.

Seules des actions radicales peuvent empêcher la destruction de la SNCF, qui conduirait les voyageurs français à devenir, comme les Anglais, les victimes des compagnies privées.

Jacques BLANGY

Écologie, agriculture et politique

Encore l'environnement, encore l'agriculture, encore l'Angleterre : la fièvre aphteuse, naguère éradiquée d'Europe, est revenue avec succès par la voie néo-libérale : merci Margaret Thatcher !

Et nous retrouvons tous les ingrédients déjà énumérés dans les crises précédentes : choix d'une méthode productiviste sans souci des « effets collatéraux », activités aux limites (ou hors des limites) de la légalité, priorité absolue au profit, mépris complet du consommateur et du producteur, groupes de pression et mensonges, tout y est. Des exemples ? Allons-y. Groupe de pression : pour la première fois dans l'histoire de cette maladie, la seule protection envisagée consiste à tuer systématiquement des troupeaux entiers. Les autres, qui impliquent des coûts (vaccins) ou des organisations commerciales adaptées (soin et isolement des troupeaux contaminés) ne sont pas soumises à discussion. Mensonge : la fièvre aphteuse n'est pas la peste, et elle est bien plus dangereuse pour le système économique en place que pour la survie du cheptel. Mépris : l'éleveur, réduit au rang de pion ou de bouc émissaire, est prié de se taire. Illégalité : la contamination s'est répandue par des transits spéculatifs d'animaux contaminés, en toute connaissance de cause, et sans que l'administration, malgré la traçabilité, y puisse rien.

Mais plutôt que de décrire le comment et le pourquoi de cette épidémie, peut-être est-ce l'occasion d'ouvrir deux voies de réflexions.

La première concerne la Politique Agricole Commune. Elle additionne le pire du

protectionnisme et du libéralisme, elle a durablement déstabilisé notre agriculture et notre environnement, et elle doit être impérativement révisée. Mais il n'est pas interdit de s'inquiéter devant ce qui pointe. En effet, si toutes proclament bien haut leur souci de la sécurité alimentaire, de la « multifonctionnalité » et du développement durable, les propositions de remplacements vont du libéralisme le plus débridé aux concepts protectionnistes, autosuffisants et rien rétrogrades de l'agriculture « paysanne et citoyenne ». Il faut se féliciter de voir qu'enfin le dogme du productivisme et de l'agro-industrie triomphante est descendu du pinacle, il faut aussi se préoccuper sérieusement des options qui sont proposées.

La deuxième est une réflexion plus générale sur les relations entre écologie, agriculture et politique. Car les crises « écologiques » se succèdent à un rythme effréné (on peut parier qu'une autre viendra bientôt détrôner la fièvre aphteuse), et la dérive libérale des mouvements écologistes (1) les rend de moins en moins crédibles.

Du coup les positions actuelles se résument à un dilemme entre agro-industrie productiviste ou agriculture biologique, dont les deux termes sont également inacceptables : nous avons vécu le « tout-productiviste », avec ses conséquences. Le « tout-bio » sera également incapable de répondre correctement

aux besoins de la société. Car il ne faut pas se leurrer : l'agriculture « bio » est une composante souhaitable de l'agriculture en général, donnant le choix entre quantité et qualité ; elle n'est pas une solution de rechange. Il ne faut pas en effet oublier que nous n'avons jamais mangé aussi « sain » qu'à l'époque actuelle, que la population mondiale a accès à une alimentation plus complète qu'autrefois, que les famines ont disparu (sauf en cas de réduction artificielle et spéculative de l'approvisionnement), et que la gravité des crises que nous subissons est principalement due à une gestion lamentable, voire criminelle, qui les a laissés s'étendre. Nous avons d'ailleurs pu observer à quelle vitesse les grands principes « écologistes » ont été abandonnés par les Français quand l'essence s'est faite plus chère.

Pourtant il existe dans les cartons des Instituts de recherches spécialisés d'autres alternatives. L'INRA (Institut National de Recherche Agronomique) et le CIRAD (Centre International de Recherche Agronomique pour le Développement) avaient réfléchi il y a quelques années à une « révolution doublement verte », qui consistait à ajouter à la « révolution verte », c'est-à-dire au productivisme permettant l'autosuffisance alimentaire mondiale, une composante « verte-écologique » de sauvegarde de l'environnement. Cette alternative a été

dévoquée en partie par la confiscation des OGM (Organisme Génétiquement Modifié) par les grands groupes agro-industriels dans un but d'appropriation, et non pas d'amélioration de l'agriculture. Mais son principe et sa faisabilité ne sont pas fondamentalement en cause. De la même manière, le concept de multifonctionnalité, qui consiste à prendre en compte notre environnement au sens large, devient dans nos pays une voie indispensable : resituer l'agriculture dans un système général de gestion à la fois de l'environnement, du « paysage » et de la production est indispensable.

Cela dit, s'il existe des alternatives possibles, elles ne pourront être appliquées que lorsque certaines conditions préalables auront été remplies. Que nous montre l'état des lieux ? Un écosystème planétaire en plein changement, par causes naturelles ou du fait des activités humaines ; un système économique fou qui refuse de considérer les conséquences de ses activités ; un système politique démissionnaire ; des citoyens perçus exclusivement comme des consommateurs ; une activité évaluée à l'aune du profit ; des échelles de temps rythmées par la Bourse ; une réflexion fondée sur les sondages et les coups médiatiques... Autant de points qui, s'ils ne sont pas pris en compte et résolus dans un cadre politique, et en particulier avec une vision à long terme non orientée vers le seul profit, mènent inéluctablement aux crises que nous vivons et balaient toutes les solutions possibles. Répétons-le : le système néo-libéral doit être abandonné, avant qu'aucune alternative globale au « tout-productivisme » puisse être mise en œuvre efficacement.

François VILLEMONTAIX

(1) Cf. l'article « Les pollueurs et les payeurs » dans *Royaliste* n° 769.

On pourra consulter utilement le site internet de la FAO (*Food and Agriculture Organization* - Organisation pour l'alimentation et l'agriculture) sur le principe de précaution : <http://www.fao.org>

La guerre froide en Asie

Les incidents impliquant les forces armées américaines se multiplient en Asie : simples accidents ou stratégie de tension ?

Les Américains ne veulent pas se rendre compte que leur présence massive en Asie est de plus en plus mal supportée par leurs « alliés ». A moins que ne le sachant, ils n'aient délibérément décidé de se rendre indispensables. 53 000 hommes au Japon, 37 000 en Corée, outre la 7^e flotte, Hawaï et Guam (1). Qu'est-ce qui peut bien encore expliquer un tel déploiement ? La question est posée publiquement au Japon et en Corée-du-Sud qui ont tous deux avec les États-Unis des traités et des accords réglementant la présence de ces forces.

Pendant longtemps, des pacifistes dans les deux pays les ont ardemment combattus.

Désormais ce sont les gouvernements eux-mêmes. Pourquoi ? Parce qu'ils se rendent compte que ces accords ne servent plus à leur défense, mais aux intérêts propres des États-Unis, qu'ils deviennent donc une charge sans contrepartie. Ces pays s'aperçoivent qu'ils risquent d'être pris en otage d'une stratégie globale qui va de plus en plus à l'encontre de leurs intérêts régionaux. La présence américaine devient un obstacle à leur politique bien comprise.

Il ne s'agit pas pour ces pays de demander le retrait de toutes les forces, mais au moins de certaines d'entre elles et surtout la réorientation de leur présence. Les Américains font la sourde oreille. Cela va plus loin : ils n'hésitent pas à s'immiscer dans le jeu démocratique, à critiquer tel ou tel dirigeant pourtant bien élu, au profit de l'opposition.

Au Japon, la moitié des forces est basée dans l'archipel d'Okinawa, dont surtout 18 000 « marines » dont rien n'explique la présence du point de vue de la défense du Japon. Le Japon refuse aujourd'hui d'être un porte-avions américain pour une force de projection n'importe où en Asie. Par ailleurs, c'est d'Okinawa qu'a décollé l'avion de surveillance qui a atterri en catastrophe au sud de la Chine après collision avec un chasseur chinois. Les Chinois ne sont pas les seuls à demander si de telles missions sont aujourd'hui encore légitimes. Cela tombe au plus mauvais moment alors que les Américains ne sont pas encore sortis du précédent incident : un sous-marin qui en faisant surface avait coulé un chalutier-école japonais. L'homme politique le plus populaire du Japon, massivement élu gouverneur du grand Tokyo, demande la restitution d'une base aérienne située au plein milieu de cette région ultracongestionnée. Les Américains utilisent tous les prétextes pour s'y maintenir sans aucune réelle justification. Ils ne se rendent pas compte qu'ils alimentent eux-mêmes les formes les plus extrêmes d'un néo-nationalisme nippon qu'ils sont supposés contenir.

En Corée-du-Sud, même schéma. L'immense majorité de la population soutient une politique de détente et de rapprochement avec le Nord. Quels que soient les doutes sur le régime de Pyong Yang, les Sud-Coréens pensent qu'une politique de coexistence pacifique vaut mieux que la stratégie de confronta-

tion des cinquante dernières années. Le caractère de la présence américaine doit épouser les changements d'époque. Clinton s'était laissé convaincre. Bush ne veut rien savoir. Il préfère écouter ses militaires qui sur place sont d'avis que rien ne change et que c'est pire qu'avant. Il est clair que ce sera toujours pire tant que l'on restera dans les conditions de l'armistice et que se feront face, sur la zone de démarcation, uniquement les militaires les plus durs des deux camps. A quoi servent les politiques sinon à rompre avec ce genre de situations ? Ce ne seront jamais les militaires qui feront la paix. Les Sud-Coréens l'ont compris. Les Américains les désapprouvent ouvertement, favorisant une fois encore l'opposition la plus nationaliste. Là encore, en plein Séoul, une base militaire américaine jouxte le ministère sud-coréen de la Défense.

La nouvelle administration américaine a décidé de réinvestir l'Asie. Elle a fait une croix sur la Russie et souhaite se dépêtrer au plus vite des Balkans. L'Europe n'est pas sa priorité. Un créneau inespéré s'ouvre ainsi pour celle-ci : d'abord pour s'organiser sans les États-Unis mais aussi pour elle-même retrouver sa chance en Asie, faire fond sur le mécontentement grandissant vis-à-vis des Américains et jouer l'équilibre. Elle a un rôle capital à jouer avec des profits certains pour peu qu'elle le veuille.

Yves LA MARCK

(1) L'archipel d'Hawaï dans le Pacifique Nord est un État des États-Unis depuis 1959. Plus proche du Japon, l'île de Guam est dotée du statut de « Territoire non incorporé » aux États-Unis et est une des plus grandes bases aéronavales américaines du Pacifique occidental.

BRÈVES

◆ **ROUMANIE** - Le roi Michel de Roumanie, la reine Anne ainsi que sa fille aînée la princesse Margarita et son mari le prince Radu se rendront en Roumanie à l'invitation officielle du président Ion Iliescu le 18 mai, ils seront ensuite rejoints par les autres membres de la famille royale. Ce voyage fait suite aux négociations engagées à l'initiative du président roumain qui, il y a quelques semaines, a fait cinq propositions au roi : restitution de plusieurs propriétés privées confisquées par les communistes en 1948, libre usage de l'ancien palais royal de Bucarest, financement par le gouvernement d'un secrétariat pour que le roi puisse organiser ses obligations publiques, attribution d'une pension en tant qu'« ancien chef de l'État », définition d'un rôle officiel pour la famille royale. Que de chemin parcouru depuis la période pas si lointaine (1993-1996) où le même Iliescu interdisait au roi Michel l'accès en Roumanie !

◆ **BULGARIE** - Le roi Siméon II, arrivé à Sofia le 4 avril, a immédiatement convoqué les journalistes pour une conférence de presse. Plus de 170 d'entre eux se pressaient au palais de Vrana où le roi a annoncé le lancement du « Mouvement national Siméon II » qui présentera des candidats aux élections législatives du mois de juin. La restauration de la monarchie n'est pas inscrite au programme du mouvement car le roi estime qu'il y a des priorités plus urgentes que de lancer ce débat dans le pays. En revanche il prône une « nouvelle morale politique » - la corruption ayant pris des proportions importantes - et de « nouvelles solutions économiques » qui devraient permettre une amélioration sensible des conditions de vie des Bulgares. Six cent quarante personnalités éminentes ont déjà apporté leur adhésion au Mouvement.

◆ **GRANDE BRETAGNE** - Nouvelle tornade sur la famille royale britannique : la femme du prince Édouard, la comtesse Sophie de Wessex, s'est fait piéger par un journaliste de la « presse de caniveau » anglaise. Croyant parler à un client potentiel de l'agence de relations publiques qu'elle dirige, elle s'est laissée aller à des commentaires peu flatteurs sur le Premier ministre Tony Blair et son épouse et même sur sa belle-mère la reine Élisabeth. Le pseudo-client était en fait un journaliste (peu soucieux de la déontologie de la profession...) qui enregistrait secrètement la conversation.

◆ **LUXEMBOURG** - Reportées en raison de l'accident du prince Guillaume, les festivités et réjouissances qui devaient accompagner l'accession au pouvoir du grand-duc Henri en octobre dernier, se sont déroulées au début de ce mois. Elles ont été marquées par un jour férié et de nombreuses fêtes populaires ainsi que par un concert au Conservatoire de musique qui a rassemblé un parterre impressionnant de têtes couronnées venues de toute l'Europe.

Professeur à la Sorbonne, écrivain, grand voyageur, Georges Balandier a bâti une oeuvre impressionnante. Elle porte sur

l'anthropologie des pays en développement, sur la sociologie de l'Afrique noire et sur une étude approfondie de la modernité qui trouve son prolongement dans un tout nouvel ouvrage. Toujours attentifs aux travaux d'un savant qui nous fait amicalement bénéficier de ses analyses et de son expérience, nous sommes heureux de présenter à nos lecteurs une première lecture de ce *Grand Système* qui nous menace et qui tend à son propre anéantissement.

Il faut, bien sûr, lire Georges Balandier de la première à la dernière ligne. Je commencerai cependant par la phrase ultime, celle qui nous avertit du « risque suprême » : « celui de la régression barbare du vivre, dans un monde pourtant suréquipé ». Telle est bien l'angoisse de la plupart de nos contemporains, et la nôtre toute personnelle, face à cette régression barbare qui est la vérité diabolique de la modernité ultra-libérale.

Raison des effets

Depuis plusieurs années, une large fraction de l'opinion publique a l'intuition - et trop souvent l'expérience immédiate - de cette barbarie à venir. Pour preuve, les centaines de milliers de nos concitoyens qui ont acheté le livre de Viviane Forrester, « *L'Homme économique* », lancé comme un cri d'alarme. Mais il est nécessaire que nous puissions connaître la raison des effets, la logique même du système techno-scientifique et marchand, et l'utopie qui engendre ses manifestations concrètes.

A ce point de l'entrée en matière, on s'attend à ce que j'écrive que « le point de vue de l'anthropologue nous est précieux ». Ce serait faire comme si Georges Balandier, excellent maître en la matière, devait être à son tour convoqué après publication en

bonne et due forme de sa « contribution au débat » - puis installé sur un plateau de télévision à côté de M. Le Philosophe, du Grand Écrivain humaniste, du Militant Anti-Mondialiste et de l'Expert qui, sagement, ramènerait ses partisans d'un soir à la réalité du Marché. Telle est bien la scène qui plaît aux gentils animateurs : que chacun démontre sa compétence dans sa spécialité, vende au mieux son livre, et prenne poliment congé.

Assigner à Georges Balandier le rôle du savant bienveillant, désolé de voir s'effacer la figure de l'homme dans le monde mondialisé, c'est faire erreur sur la personne et manquer le principal dans son livre.

Manipulation experte

A la lecture du *Grand Système*, on s'apercevra que notre anthropologue est un homme qui se tient très mal, quant aux règles de la bienséance moderne. Ce grand voyageur ne s'est point fait photographe, coiffé d'un sombrero, entre José Bové et le sous-commandant Marcos lors de l'arrivée de ce dernier à Mexico. Surtout, ce savant discret n'accepte pas d'être considéré comme un expert parmi d'autres. Pire : il récuse l'Expert en tant quel tel.

Qu'on n'imagine pas de mauvaises raisons qui toucheraient aux hiérarchies universitaires. L'Expert n'est pas un

homme libre, ce n'est ni une critique, ni un éclaircissement, mais un agent de la modernité mondialisante, un manipulateur qu'on convoque pour rassurer les populations soumises à risques et pour cacher l'impuissance des « acteurs », un opérateur du Système qui s'en fait le propagandiste d'autant plus convaincu qu'il est d'ordinaire grassement rétribué : « *La vision experte valorise l'instrument, le système, la symbolique opératoire, et non la symbolique signifiante qui est la matrice des configurations de sens et la source d'une autre efficacité.* »

Cette critique de l'Expert est d'autant plus pertinente que Georges Balandier est un homme toujours en mouvement. Alors que les consultants se contentent de « bouger » sur les mêmes itinéraires balisés, notre professeur parisien est capable d'explorer le Système en empruntant tous ses réseaux internes, mais aussi de l'aborder de l'extérieur par le « détour » de sociétés différentes. En d'autres termes, le véritable « mondialiste », c'est lui : ses voyages théoriques et effectifs lui donnent à la fois cette proximité et cette distance où se joue la liberté du jugement. Ce comportement personnel nous importe au plus haut point : à l'opposé de la posture de l'esthète et de la « prise de position » intellectuellement rentable, cette critique toujours en mouvement

nous sauve de « *la passivité demi-satisfaite [qui] est porteuse des assujettissements masqués et des implosions épisodiques par lesquelles s'expriment les mécontentements et les colères.* »

Travail du négatif

Allons-nous classiquement basculer dans la dénonciation incantatoire, à la façon des intellectuels engagés de la grande époque sartrienne ? Non point ! La critique de Georges Balandier est, au sens premier, un effort de discernement qui nous permet de saisir la dialectique de la modernité avec l'intention de la maîtriser un jour et de la réorienter. Il y a bien description du Système,

mais « décrire, c'est déjà faire ». Et cette description (de l'idéologie dominante, des réseaux, des bio-technologies...) nous permet de savoir où en est le gigantesque « travail du négatif » en ce moment précis d'une histoire qui n'est certainement pas finie. Oui, il y a bien risque majeur d'anéantissement de la personne en tant que telle, par destruction des relations inter-individuelles, instrumentalisation du social et artificialisation de l'humain. A l'heure d'internet, comme on dit, la fascination pour les avancées techniques nous fait perdre de vue l'existence et le développement de l'être humain qui a un corps, une âme et un esprit.

Tel est le premier paradoxe de la modernité mondialisante : les progrès technologiques nous ont fait perdre de vue le progrès, tel que le définissent les religions monothéistes ou l'humanisme des Lumières. D'où un second paradoxe, dont nous subissons les conséquences : l'utopie d'une pleine autonomie de l'individu sur le marché planétaire a échoué dans la servitude concrètement vécue par d'innombrables êtres humains.

Plus généralement, l'utopie moderne aboutit, sur les lieux mêmes où elle a été formulée, à une régression inouïe. Montrant à juste titre que les États-Unis sont la principale source de la mondialisation, Georges Balandier note que « *la Californie est le laboratoire de l'Amérique, (...) ce qui commence là-bas finit toujours par s'imposer au reste de la planète.* » Mais c'était avant les grandes pannes du réseau électrique privé, qui ont replongé la société *high tech* dans le bon vieux temps des lampes à huile. Un peu de courant vous manque, et les objets de la technique ne sont plus animés.

Cette destruction de l'utopie technologique par l'application de l'idéologie néo-libérale n'est pas un phénomène isolé puisque nous assistons chaque soir, en direct à la télévision (qui fonctionne grâce à l'efficacité d'EDF, monopole public), à l'autodestruction des marchés financiers, à la ruine de secteurs industriels entiers à

cause de la rapacité des actionnaires, et à des contaminations virales engendrées par la maximisation des profits. Ces phénomènes sont trop connus ici pour qu'on y insiste, mais Georges Balandier donne deux exemples qui, parmi beaucoup d'autres, méritent qu'on prolonge la réflexion.

L'anti-Système

Le premier exemple porte sur la guerre menée contre la République yougoslave par les Américains. Guerre « virtuelle », pas même nommée, à « coût nul » pour les soldats de l'OTAN et où les victimes réelles des bombardements sont cachées sous l'euphémisme des « dommages collatéraux » évoqués par des médias qui confondent information et propagande. Georges Balandier voit dans cette guerre un effet du Système, en ce qu'elle réduit l'histoire, le territoire et la diversité de ses habitants à un « espace-carte, numérisé, en fonction duquel se définissent des stratégies graduées, des cibles à atteindre uniquement depuis un ciel qui gère des technologies ». Tout cela est vrai, mais la guerre reste « virtuelle » parce que les troupes de l'OTAN ne combattent pas au sol, et échouent à mettre « sous cloche » le conflit des mémoires douloureuses, des rivalités locales, des luttes de pouvoirs, comme on le voit avec le début des affrontements en Macédoine.

L'inhumanité technologique ne détruit pas la violence de l'histoire qui continue, tragiquement, de se faire - dans les Balkans comme au Proche Orient. La persistance des guerres civiles et des conflits nationaux traditionnels n'est pas une bonne nouvelle, mais ces phénomènes sanglants nous rappellent que nous ne vivons pas dans le monde déterritorialisé, désymbolisé et dépolitisé dont nous entretenons les intellectuels post-modernes. Ce qui laisse ouverte la possibilité de solutions politiques aux conflits, et de prévention diplomatique de ceux-ci, face à des militaires et à des technocrates qui procèdent à des simplifications technologiques plus ou moins nucléarisées.

L'espoir demeure, et pas seulement chez les anthropolo-

gues. A l'encontre des politiciens qui croient que « les gens » sont crédules ou indifférents, Georges Balandier nous fait saisir sur le vif la prise de conscience populaire des méfaits du Système par son analyse du succès de *Titanic*, exemple parfait du film-catastrophe américain, efficacement promu et commercialisé, mais non moins exemplairement investi, réapproprié et réinterprété par la foule des spectateurs. Grâce à eux (grâce à nous) le spectacle de l'engloutissement s'est transformé en métaphore de l'échec de la toute-puissance technologique, du naufrage du monde clos que constitue le « village global » bâti sur de l'instable, exposé à toutes sortes d'aléas et trop visiblement inégalitaire. En écho à Georges Balandier, ces quelques mots d'une ouvrière de chez Danone qui venait d'apprendre la fermeture prochaine de son usine : « *Quand le Titanic coule, seules les Premières s'en sortent !* ».

Le travail de réduction à néant n'est sans doute pas achevé, mais le Système a déjà produit son anti-système, défensif, réactif. Il peut devenir réactionnaire, par ce désir de régresser bien en deçà d'un Système en lui-même régressif - ce que manifeste le fantasme de « l'enracinement ». Face à cet autre menace, non moins barbare, il faut préparer ce retour du politique que souhaite Georges Balandier, cette reprise politique du cours des choses afin de donner aux hommes tout le bien-être possible dans un monde réorienté.

B. LA RICHARDAIS

L'OEUVRE

Georges Balandier - « *Le Grand Système* », Fayard, 2001, prix franco : 118 F.

Avant celui-ci une trentaine d'ouvrages avaient été publiés. Parmi eux : en 1985 « *Le Détour, pouvoir et modernité* » (prix franco : 118 F) ; en 1988 « *Le Désordre : éloge du mouvement* » (prix franco : 118 F) ; en 1994 « *Le Dédale : pour en finir avec le XX^e siècle* » (prix franco : 118 F), qui ont été présentés sous forme d'entretiens avec l'auteur dans *Royaliste*.

Georges Balandier

Le Grand Système



Notre tas, mais de quoi ?

Un Fauroux ne peut que médire et mal faire.
Notre vieille maxime se trouve confirmée
par un énorme tas de pages qui préparent,
sous prétexte de modernisation, le dynamitage de
la fonction publique.

Ça fait huit cents pages. C'est peu pour dire « la vérité de la fonction publique » (1). C'est trop, et trop cher, quand on tente, subrepticement, de déformer la vérité, de la tronquer, de la retourner en mensonges gros et gras, afin de détruire l'État qu'on prétend sauver.

Je l'avoue : je n'ai pas tout lu. Pas encore (2). Mais j'ai fait des prélèvements, et examiné les morceaux de choix. C'est assez pour dire que ce livre relève de l'escroquerie intellectuelle et politique. Il suffit, pour s'en convaincre, de lire la conclusion signée par MM. Fauroux et Spitz.

L'escroquerie intellectuelle consiste, par exemple, à citer Georges Bernanos pour cautionner un livre où se trouvent dénoncés de manière obsessionnelle la « monarchie », le « colbertisme » et autres « archaïsmes ». Fauroux, le ministre qui désintègre, est toujours celui qui cache sa malfaisance sous des pavillons dignes de respect.

L'escroquerie politique et morale est résumée par l'éloge de la « transparence ». Cela sous la signature de M. Spitz, dont l'existence a été révélée au peuple français par la chronique judiciaire. Cela dans un ouvrage où pontifie un expert international en détournements de fonds publics que j'ai vu personnellement opérer. Cela dans un ouvrage qui prend

pour référence Dominique Strauss-Kahn, cumulard de la mise en examen, et Alain Minc, maître-recopieur. Cela dans la conclusion d'un livre où l'on se félicite (p. 497) que le ralliement à l'idéologie du marché avait été fait par la gauche « à condition de ne pas le clamer sur les toits et de reléguer dans les soupentes les hérauts de la deuxième gauche tout en adoptant leurs idées ». Les électeurs ont été floués, et toute la faurouxie se marre comme un Jospin en goguette.

Je n'écris pas pour épuiser ma colère, ni pour régler des comptes personnels et collectifs, mais pour prévenir les lecteurs impressionnés par le titre de l'ouvrage et par sa diffusion massive.

Les parrains de cette opération de propagande et d'intimidation ne sont pas respectables. On le sait : nous avons de l'admiration pour les intellectuels libéraux, nous apprécions la rigueur des marxistes et les recherches de socialistes authentiques. Étrangers au monde de la réflexion, Robert Fauroux et Bernard Spitz nous entraînent dans les bas-fonds de la « communication ». On entre dans leur livre comme

dans un bouge : petit monde de fourbes, de surineurs, de fourgues et de jults casse-croûte attablés avec des bourgeois égarés. On fait dire aux mots autre chose que ce qu'ils signifient (la « modernisation » recouvre toujours une déréglementation), on manipule les esprits (la « bombe des retraites »), on refile en lousdè de la fausse monnaie conceptuelle (par exemple les lignes imbéciles sur le « Tempo ») on se saoule de métaphores ineptes : les entreprises qui bougent, l'État qui est en panne.

Finalement, on pratique dans un style digne d'Arthur Andersen (3) le chantage terroriste à la mode marxiste (tendance Groucho) : annoncées par un bandeau rouge, les « réformes de la dernière chance » qui détruiront l'État doivent être adoptées pour sauver... l'État.

J'essaie de rire pour étouffer mes inquiétudes. Car *Notre État* (ou plutôt *Notre Tas*) constitue probablement l'arsenal idéologique de la jospinie en campagne.

Sylvie FERNOY

(1) Roger Fauroux, Bernard Spitz (sous la direction de), « *Notre État, Le livre vérité de la fonction publique* » - Robert Laffont, 2001 - prix franco : 179 F.

(2) Je publierai dans un prochain numéro de *Cité* une analyse approfondie de la sous-littérature ultra-libérale. Le tas Fauroux sera sur le haut de la pile...

(3) Célèbre cabinet de « consultants ».

Service librairie

Promotion du mois (offre valable jusqu'au 31 mai)

♦ Pierre Daix - « *Tout mon temps, Mémoires* » - prix franco 130 F

♦ André Clot - « *Soliman le magnifique* » - prix franco : 130 F

♦ Georges Broussine - « *L'Évadé de la France libre, le réseau Bourgogne* » - pris franco : 93 F.

Pour Sainte-Beuve

Michel Crépu est de ces critiques littéraires qui aiment la littérature au point d'être presque indifférents aux modes, aux éclats, aux engouements avec lesquels on confond généralement la République des Lettres. Il aime le profond silence de la lecture comme il aime la petite musique de la prose française, ce qui ne veut pas dire qu'il est indifférent aux grands morceaux d'orgue. Sinon, il n'aimerait pas ce que Bossuet a de somptueux et ce que Chateaubriand a d'enchantement. Cependant, l'amour de la langue ne va pas sans rigueur, sans souci de vérité, ce qui ne va pas sans quelque modestie. Ainsi a-t-il trouvé Sainte-Beuve sur son chemin et à ce mal-aimé il a trouvé plus que du charme, une sorte de connivence pour ce qu'on pourrait appeler la modération, mais qui est bien plus que cela, une exigence de vérité.

Aux obsèques de l'auteur des *Causeries du lundi*, il y avait tout de même du joli monde : « *Six mille personnes, Dumas père et George Sand arrivant au bras de Dumas fils, Flaubert à celui de Taine ; tout le XIX^e siècle est là.* » C'est sans doute que ce n'est pas rien d'avoir été un vrai critique littéraire en ce siècle-là, capable de rendre raison du goût et du sens des oeuvres. Balzac, son plus puissant créateur - d'ailleurs méconnu par Sainte-Beuve, qui trouve ainsi une de ses limites - pouvait bien, selon l'expression de Jean Prevost « le dépasser en inspiration, en facilité, en puissance », il n'en était « pas moins incapable de le critiquer ». C'est donc qu'il y a une faculté de jugement assez exceptionnelle chez ce personnage que l'on voudrait médiocre.

Michel Crépu nous apporte des preuves convaincantes, notamment à propos de Chateaubriand que le critique a connu personnellement. N'avait-il pas été invité à la lecture, avant publication, des *Mémoires d'Outre-Tombe* par le vicomte lui-même, sous le regard de Madame de Récamier ? De là un remarquable compte-rendu dans la *Revue des Deux Mondes* où l'essentiel est dit : « *M. de Chateaubriand apparaît donc littérairement comme un de ces écrivains qui maintiennent une langue en osant la remuer et la rajeunir. Toute l'école moderne émane plus ou moins directement de lui.* » Non sans que ce remuement et ce rajeunissement aient été exactement situés, « *après le XVIII^e siècle, qui est en général sec, analytique, incolore, après Jean-Jacques, qui fait une glorieuse exception, mais qui manque souvent d'un certain velouté et d'épanouissement.* » Tout est ainsi, parfait dans les louanges : « *M. de Chateaubriand est venu, remontant à la phrase sévère, à la forme condensée du pur Louis XIV, et y versant les richesses d'un monde nouveau, les études du monde antique.* »

Cependant cet hommage mérité accompli, le critique prend ses distances, pour « un ajustement de la cible ». Il épingle « les subterfuges, les manipulations de calendrier, les graves manques de générosité à l'égard des femmes » ainsi qu'un certain manque de sincérité. Là où on penserait à une certaine méchanceté littéraire, il y a autre chose à saisir : « *Comment une époque se transmet-elle à une autre ? Sous*

par Gérard Leclerc



quelles formes esthétiques ? En vertu de quels intérêts, de quels oublis, voire de quelles trahisons ? » C'est que Sainte-Beuve hausse la critique à un sens que l'on qualifierait volontiers de politique, parce qu'il y a des enjeux de pensée, de culture qui font l'intérêt supérieur de l'évolution des Lettres. Et puis le critique est aussi historien, il est passionnément attentif à la conjonction de l'inspiration et de l'engagement, et il n'a jamais oublié qu'à travers cette histoire, c'est l'Esprit humain qui émerge et qui donne du sens à la vie.

De l'intérêt que Sainte-Beuve porte au mouvement des idées, rien n'est plus significatif que ce que Michel Crépu évoque de ses relations avec Félicité de Lamennais (qui aurait mérité, bien plus que le pseudo « anarchiste » Chateaubriand, les sarcasmes du Maurras de *Trois idées politiques*). Car l'anarchiste chrétien au cœur du siècle romantique c'est bien ce pauvre « Féli » dont le critique a vu la force et la faiblesse, exprimées dans une formule puissante : un « *esprit-pape se cicatrisant avec des croyances* ». Sainte-Beuve redoute non sa révolte mais son orgueil, car il sait que ce prêtre contrarié est voué à l'impasse et que la rupture avec son Église ne fera nul bien : « *Rien n'est pire, sachez-le, que de provoquer à la foi les âmes et de les laisser là à l'improvisiste en délugeant. Rien ne les jette autant dans ce scepticisme qui vous est encore si en horreur, quoique vous n'avez plus que du vague à y opposer. Combien j'ai su d'âmes espérantes que vous teniez et portiez avec vous dans votre besace de pèlerin, et qui, le sac jeté à terre, sont demeurées gisantes le long des fossés !* »

Lamennais de son côté aurait pu rejeter cet étrange souci de la foi, de la part d'un écrivain qui faisait partie de ces « *tièdes qui ne croient à rien* ». Il y a quelque paradoxe à s'intéresser à la foi de la part d'un sceptique qui pense que Joseph de Maistre a bien tort du haut de son sublime de mépriser la banalité du temps. « *Entre une Rome à laquelle on ne croit plus qu'assez difficilement, et une Providence philosophique qui n'est guère plus qu'un mot vague pour les discours d'apparat, bien des esprits inquiets et sincères se réfugient dans une sorte de religion de la nature et de l'ordre absolu, qui a déjà essayé plusieurs costumes en ces derniers temps.* » Mais lui n'appartient pas à ce genre d'esprits, il serait plutôt nostalgique d'un temps qui n'est plus, d'un effort, qui, au grand siècle, a défini avec Port-Royal, une superbe résistance au pyrrhonisme et à l'incroyance :

« *L'objectif est clair, écrit Michel Crépu, d'après Jansénius et Saint-Cyran : sortir à temps de la spirale pélagienne où le christianisme est en train de s'absorber jusqu'à l'extinction finale.* » Le sujet, immense, est si beau que Sainte-Beuve y consacrerait vingt-deux ans de travail, pour observer cette abbaye « *à équidistance du ciel et de la terre* ». Malgré l'intérêt soutenu du parcours et bien que la rencontre de Pascal ne lui ait pas été indifférente, « *c'est un beau rêve échoué au final dans le déclamatoire et le décomposé, le fétichisme dévot.* » Homme de vérité, Sainte-Beuve n'a pu se raccrocher à cette « illusion fugitive ».

On aura beau dire. Ce n'est pas rien d'avoir écrit ce *Port-Royal*, et on approuve Michel Crépu d'avoir été rechercher derrière l'image convenue d'un vieillard avant l'âge « *l'adolescent blessé, l'amoureux saisi et déchiété par son propre cœur, l'homme qui a vu les yeux noirs de Baudelaire fixés sur ses pleurs invisibles* ». Voilà restitué le plus intéressant du XIX^e siècle, celui auquel communiait aussi un José Cabanis à qui le livre est très justement dédié.

Michel Crépu - « *Sainte-Beuve* », Perrin, Portraits d'Histoire, prix franco : 119 F.

XX^e Congrès de la Nouvelle Action Royaliste

Réuni à Paris le 8 avril, le congrès de la Nouvelle Action Royaliste a adopté les textes que nous publions ici. Les motions sur la fiscalité et sur l'écologie avaient été élaborées la veille par les adhérents qui participaient à la Commission Nationale du Projet.

Déclaration de politique générale

L'humanité vit un moment de son histoire caractérisé par la multiplication de facteurs idéologiques, économiques, techniques, biotechnologiques qui, sous l'utopie du marché et de l'affranchissement individuel, menacent l'identité de la personne humaine et concourent aux destructions symboliques et aux effondrements sociaux.

Face à la conjonction de ces logiques dangereuses, la France est aujourd'hui particulièrement exposée car la crise générale de la « modernité » s'accompagne dans notre nation du délabrement des institutions de la V^e République et d'une complète démission de responsables politiques qui ont perdu jusqu'au respect d'eux-mêmes.

Renlements, mensonges et corruption coïncident avec l'abandon des citoyens à l'arbitraire des normes bruxelloises, avec l'abandon des travailleurs livrés aux méthodes d'exploitation les plus brutales ou les plus raffinées, avec l'abandon de millions d'hommes et de femmes exposés par le système ultra-libéral à des souffrances que le discours sur la croissance et l'étalage des richesses rend d'autant plus intolérables.

Mais l'obscur travail d'analyse, de critique et de contesta-

tion radicale de l'idéologie dominante et du milieu dirigeant a porté ses fruits. Il n'est plus possible de croire au socialisme de Lionel Jospin et de son gouvernement. Il n'est plus possible de croire au gaullisme de Jacques Chirac, de Philippe Séguin et de la direction du RPR. Il n'est plus possible de croire que la ligne gestionnaire de certains syndicats, et notamment de la CFDT qui collabore ouvertement avec le Medef, soit favorable aux salariés.

Les effondrements de tous ordres et les renlements de toute nature auxquels le peuple français est confronté ne signifient pas que notre pays prenne le chemin de la décadence.

La crise mondiale et la démission des élites politiques en Europe de l'Ouest provoquent de nombreux mouvements de révolte qui sont appelés à se développer et à se multiplier. Paysans victimes de la crise alimentaire, ouvriers liquidés en même temps que leur usine, agents des services publics exposés aux privatisations rampantes ou avouées, cadres surexploités, policiers, gendarmes et magistrats manifestent leur colère et seront conduits à durcir leur révolte en raison du laisser-faire gouvernemental, des engagements ultra-libéraux pris par

MM. Chirac et Jospin dans le cadre de l'Union européenne, de leur soumission volontaire aux prétendues contraintes budgétaires et monétaires.

La Nouvelle Action royaliste

- **participe** à ce vaste mouvement de contestation de l'idéologie et de la gestion ultra-libérales, par fidélité aux principes fondamentaux du droit politique français, par fidélité au défunt comte de Paris qui affirmait dans son dernier message que « *le peuple français retrouvera sa liberté en se révoltant* » ;

- **souhaite** que les révoltes du peuple français se transforment en un projet politique révolutionnaire : celui-là même qui est proclamé dans la Déclaration de 1789 et dans le Préambule de la Constitution de 1946, repris dans celle de 1958, dont il faut à nouveau tirer toutes les conséquences pratiques afin que la France redevenue un État de droit - donc un État protecteur des droits ;

- **apporte** son soutien aux grèves et aux manifestations anti-libérales ;

- **s'associera**, selon sa tradition constante, avec tous les groupes qui ont la volonté de servir la nation, de défendre la légalité et de restaurer l'État, garant de l'intérêt général.

Par la puissance et l'ampleur des technologies mises en oeuvre pour leur survie et leur développement, les sociétés du XX^e siècle ont eu, sur leur environnement local comme sur celui de la planète, des impacts nombreux et décisifs. Longtemps, la perspective à court terme des « technologies », l'impératif exclusif des gains de production ou l'inertie administrative ont retardé la prise de conscience des gouvernements quant à la nature des déséquilibres ainsi causés et de leurs conséquences sur la vie et l'activité humaine.

Né pour combattre ces résistances structurelles, le militantisme des écologistes a eu le mérite de faire émerger à la conscience commune le souci de l'écologie comme l'une des données incontournables de la gestion des ressources et des implications du développement économique. En outre, il a, pour une part, contribué à modifier le modèle que projettent d'elles-mêmes les sociétés avancées, leur offrant des critères alternatifs pour un « développement durable » qualitatif, non agressif, plus économe et équitable dans la répartition des richesses planétaires. Cet idéal, dans lequel communient de nombreuses associations, paraît être le seul à pouvoir opposer une résistance aux grandes technocraties et alliances financières qui s'efforcent d'imposer leurs intérêts dans le monde.

Cependant, l'écologisme en soi n'est pas une politique. Il contient même en germe la dégénérescence du politique. En effet, loin d'intégrer le souci écologique à une pratique institutionnelle, assimilable dans la tradition de chaque nation, l'écologisme se réfère à une mystique morale, puritaine et mondialiste, subversive à la fois des cadres et des moyens de la politique traditionnelle. Les sources philosophiques auxquelles puise cette mystique ont nourri successivement des naturalismes évangéliques et fascistes et peuvent être demain récupérées par une nouvelle idéologie sectaire.

Une politique de l'écologie

En Europe, les mouvements « verts », une fois entrés dans des coalitions au pouvoir, y diluent leur message en échange de quelques victoires symboliques - en France, l'abandon du surgénérateur de Creys-Malville - se ralliant sur le terrain aux ultra-libéraux et aux fédéralistes les plus hostiles aux effets modérateurs de la politique des États nationaux.

Le souci de l'écologie n'est plus la propriété des groupes de pression écologistes. Elle est devenue une donnée immédiate de la politique du bien commun dont doivent répondre tous les hommes politiques.

La Nouvelle Action Royaliste considère que les menaces sur l'environnement sont réelles et qu'une politique écologique ambitieuse est plus que jamais nécessaire.

C'est pourquoi la NAR propose que soit mise en oeuvre une véritable politique de l'environnement qui :

- rompt avec la logique économique ultra-libérale actuelle ;

- implique le long terme, l'international, le global ;

- nécessite des actions multiples et coordonnées dans le temps.

- La NAR fait le choix d'une économie respectueuse de la biosphère contre la volonté de puissance et la dictature du marché, et qui réconcilie, grâce au rôle initiateur et régulateur de l'État, le développement économique et la pérennité de la biosphère.

Fiscalité et redistribution du revenu national

La Nouvelle Action royaliste réaffirme sa fidélité aux principes constitutionnels qui fondent la fiscalité, notamment l'égalité devant l'impôt, l'annualité de son prélèvement, sa progressivité, le respect des droits des contribuables et de l'imposition à raison des capacités contributives.

Elle souligne, par conséquent, que la fiscalité n'est pas une technique de gestion : c'est une politique qui est soumise aux principes de la justice sociale : juste répartition des charges, juste distribution des richesses dans la nation. Cette politique doit être définie en fonction des objectifs généraux de l'État, qu'il s'agisse de ses missions régaliennes ou de son action dans le domaine économique et social. Ce qui implique trois impératifs :

1^o La politique fiscale doit se libérer du dogmatisme libéral : elle ne doit pas être conçue en fonction d'une recherche systématique d'un équilibre budgétaire, mais dans le cadre d'une politique active des finances publiques qui peut induire un déficit budgétaire contrôlé.

2^o La politique fiscale doit s'affranchir de la démagogie : les baisses d'impôts doivent éventuellement intervenir après les décisions concernant le financement des objectifs généraux, et non pour s'attirer les faveurs de certaines catégories sociales et de certains groupes de pression : trop souvent, les baisses d'impôts qui s'ajoutent à la réduction du déficit budgétaire s'accompagnent de la réduction de la protection que l'État doit assu-

rer à la nation et à ses habitants.

3^o La politique fiscale doit rompre avec les constructions statistiques aberrantes. Les « prélèvements obligatoires » forment en effet une catégorie dénuée de toute pertinence puisqu'on y mélange les impôts (prestations définitives et sans contrepartie, destinées à assurer le financement des charges publiques) et les cotisations sociales qui ouvrent droit pour les particuliers à des revenus différés.

La fiscalité, comme les finances publiques dans leur ensemble, doit être mise au service de la politique économique et sociale de la nation : pour garantir la protection et la cohésion sociales, développer la puissance industrielle, agricole et commerciale de la France contre une gestion soumise à des impératifs uniquement financiers.

Dans le cadre d'une politique de soutien de la demande des ménages, la hausse des salaires doit prévaloir sur les gains spéculatifs et simultanément, dans le cadre d'une politique de soutien de l'offre, les aides ciblées sur les domaines stratégiques (recherche, innovation technologique) doivent prévaloir sur les aides ou baisses d'impôts à caractère général accordées uniformément à toutes les entreprises.

C'est pourquoi la Nouvelle Action royaliste préconise une politique fiscale fortement corrective. Elle aura pour but de renverser les orientations néolibérales de droite et de gauche, qui avantagent les détenteurs du capital au détriment

de ceux qui vivent du revenu de leur travail.

Pour assurer une juste redistribution du revenu national tout en favorisant le développement de l'appareil productif du pays, il faut :

- **Clarifier et simplifier** la taxation des revenus et des bénéfices en supprimant les innombrables privilèges fiscaux.

- **Réformer** l'impôt sur le revenu dans le sens de la parité de traitement entre les revenus du capital et ceux du travail.

- **Élargir** l'assiette de l'impôt sur la fortune et augmenter sa progressivité et ses taux.

- **Baisser** fortement la fiscalité indirecte, et tout particulièrement la TVA.

- **Réformer** la fiscalité des entreprises afin de tendre à la taxation unique des bénéfices à distribuer.

- **Décourager** la spéculation par toutes les techniques fiscales de contrôle et de taxation, qui doivent être mises en oeuvre sans attendre l'improbable mise en place d'une taxation internationale, ni les décisions d'organismes européens acquis à l'ultra-libéralisme.

- **Lutter** contre la fraude et l'évasion fiscales et contre le blanchiment de l'argent par un renforcement des moyens douaniers et de la police financière.

Ces orientations ont pour but de faire de la politique fiscale un véritable outil de développement et de justice sociale.

Adhérez à la Nouvelle Action Royaliste !

◆ Rappelons que l'adhésion à la N.A.R. est indépendante de l'abonnement au journal et que les cotisations sont mensuelles et fixées en principe à 2 % du revenu, étant bien entendu que ce montant n'est qu'indicatif et que les versements sont laissés à la libre appréciation de chacun. La question financière ne devant pas devenir un obstacle à l'adhésion à la N.A.R.

◆ Quand à ceux de nos lecteurs qui ne sont pas encore adhérents mais qui partagent l'essentiel de notre projet politique, nous les engageons vivement à prendre leur carte. C'est encore la manière la plus efficace de nous aider, de renforcer la N.A.R., de rendre notre action plus efficace et de faire croître notre audience. Sur un simple appel téléphonique (01.42.97.42.57) nous vous enverrons la documentation nécessaire.

Aux sacrifiés

Aux salariés sacrifiés par les états-major de *Danone* et de *Marks & Spencer*, je tiens à dire ceci, au nom de mes camarades et amis :

Nous autres royalistes, nous prendrons part à votre lutte autant que vous le souhaitez, comme vous le voudrez, comme tous les autres citoyens révoltés. Nous avons manifesté le 12 avril à Paris, et nous recommencerons le 21 à Calais. Nous signerons les pétitions de soutien et nous participerons au boycott des produits que vous fabriquez même si nous estimons, pour notre part, que le gouvernement et les dirigeants de gauche en profitent pour se décharger de leur propres responsabilités face au capitalisme financier.

Cela dit, nous pouvons vous apporter une aide spécifique en confirmant ce que vous avez déjà constaté ou deviné, dans l'espoir de renforcer, si besoin est, votre détermination. Ce qui nous permettra, du même coup, de prévenir tous les autres salariés, employés, cadres, ouvrières et ouvriers qui vont être sacrifiés dans les semaines et les mois qui viennent par les groupes capitalistes.

Nous avons personnellement bien connu la plupart des ministres socialistes et quelques-uns des Verts qui viennent vous serrer la main. C'est pourquoi nous pouvons affirmer que ces gens-là se moquent de vous, de votre famille, de votre métier, de votre avenir, de celui de vos enfants, tout comme les chiraquiens et les libéraux patentés.

Bien entendu, les gens de gauche ont clamé leur indignation. « *Ce n'est pas bien* », répétait Lionel Jospin aux grévistes de

l'usine *Lu* de Ris-Orangis. Mais c'est au Brésil que le Premier ministre s'est mis en colère... contre des journalistes qui n'avaient pas publié des articles à sa convenance !

Ce n'est « *pas admissible* » déclarait Fabius, qui trouvait que la décision de fermeture des magasins *Marks & Spencer* était « *inqualifiable, inacceptable* ». Mais le ministre des Finances a immédiatement accepté l'inacceptable en refusant le retour à l'autorisation administrative de licenciement.



Il y a un « *préjudice moral énorme* » s'est écriée Elisabeth Guigou à propos des dégâts provoqués par le groupe britannique. Mais cette énormité n'a pas empêché le ministre des Affaires sociales de partir en vacances, sans doute pour réviser ses leçons de morale. Après avoir rondement mené leurs opérations de communication, ces messieurs et ces dames se sont empressés de botter en touche : enquête judiciaire sur le respect des procédures, appel à la « *compréhension* » des préfets, appel des salariés au dialogue. Cela signifie que le gouvernement va tenter de diviser « *l'inqualifiable* » en divers

dossiers, l'un remis aux magistrats, l'autre envoyé aux autorités locales pour les reclassements au cas par cas, et tout le reste abandonné aux syndicats et aux citoyens en colère, chargés d'intimider les groupes industriels et financiers.

Cela signifie que le gouvernement est décidé à ne pas prendre ses responsabilités.

Lesquelles ?

Les réponses, très simples, permettent de rappeler les dirigeants du pays à leurs devoirs d'état :

- Le pouvoir politique a pour fonction essentielle de protéger la vie et les droits de tous les membres de la collectivité nationale. La politique sociale, économique, industrielle, agricole, écologique, doit être conçue et mise en oeuvre selon cette finalité. Les mesures de représailles contre les prédateurs étrangers et contre les affairistes français sont dès lors justifiées, de même que les mesures de protection de l'économie nationale.

- Lionel Jospin et ses ministres devraient se souvenir que le socialisme français consiste à organiser, par le moyen de l'État, la protection du travail et des travailleurs. Ils sont donc tout à fait fondés à rétablir l'autorisation administrative de licenciement, à interdire qu'on ferme des établissements industriels et commerciaux pour augmenter les profits, à nationaliser les secteurs clés et les groupes industriels agressifs, à affronter les provocateurs du Medef, à taxer durement les spéculateurs et à punir pénalement les gens de haute finance lorsqu'ils volent, trafiquent et corrompent.

Quand on dirige un des pays les plus riches et les plus puissants du monde, de telles décisions sont faciles à prendre. Si Lionel Jospin et ses ministres refusent d'agir, il faut que nous leur donnions définitivement congé.

Bertrand RENOUVIN